



Direction générale des services
Direction du patrimoine
Direction des Affaires Juridiques,

Pouvoir Adjudicateur : Université

Paris XIII
Dénommée Université Sorbonne Paris Nord
99, Avenue Jean Baptiste Clément
93430 VILLETANEUSE

Marché n° 2024AOOT00001

Travaux de réfection (étanchéités, toiture et voutes éclairantes) de l'Université Sorbonne Paris Nord (USPN)

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Caractéristiques de la consultation :

Procédure d'appel d'offres ouvert européen passé en application des articles R2124-1, R2131-16, R2131-17, R2151-1 à R2151-5, R2161-1 à R2161-5, R2162-1 à 6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE PRELIMINAIRE - DEFINITIONS	4
Article 1 – Présentation du Pouvoir Adjudicateur.....	5
Article 2 - Objet du marché	5
Travaux de réfection (étanchéités, toiture et voutes éclairantes) de l'Université Paris XIII (USPN)	6
Article 3 - Maitrise d'œuvre	6
Article 5 – Pièces contractuelles	7
Article 6 – Forme du marché	8
6-2 Allotissement	8
6-3 Tranche et options	8
Article 7 – Durée du marché et délais d'exécution.....	8
7-1 Durée du marché.....	8
7-2 Durée globale prévisionnelle des prestations.....	8
7-3 Exécution complémentaire	9
7-3 Prolongation des délais.....	9
Article 8 – Conditions d'exécution des prestations	9
8-1 Lieux d'exécution	9
8-2 Conditions d'exécution des prestations	10
Article 9 – Réception et garanties	10
9-1 Réception des travaux	10
9-2 Garantie.....	10
Article 10 – Obligations du Titulaire.....	10
10-1 Protection de la main d'œuvre et clause sociale	10
10-2 Assurances	12
10-3 Réparation des dommages	12
10-4 Obligations relatives à la sous-traitance.....	13
10-5 Obligation de confidentialité et de protection des données	13
Article 11 – Prix et règlement	14
11-1 Contenu des prix.....	14
11-2 Variation des prix.....	14
11-3 Modalités de règlement	15
11-4 Avance	17
11-5 Pénalités diverses	17
11-5-1 Pénalités de retard	17
11-5-2 Pénalités de retard dans la transmission de livrables et documents ou transmission de documents incomplets.....	17
11-5-3 Pénalité pour absence aux réunion	17
11-5-4 Pénalité d'exécution.....	18
11-5-5 Pénalité pour travail dissimulé :.....	18
Article 12 – Clause de réexamen.....	18
13-1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	18
13-2 - Résiliation pour faute.....	19
13-3 - Clause commune aux différents cas de résiliation.....	19

Article 14 - Litiges et différends	19
Article 15 - Dérogations aux CCAG/TRAVAUX	19

ARTICLE PRELIMINAIRE - DEFINITIONS

Pour l'application des présentes clauses administratives particulières, les mots et expressions mentionnés ci-dessous sont définis comme suit :

- le « **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES** » (« **CCAP** ») est un document contractuel qui fixe les clauses administratives propres au présent marché.
- le « **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES** » (« **CCTP** ») est un document contractuel qui fixe les clauses techniques nécessaires à l'exécution des prestations du présent marché.
- le « **MAITRE D'OUVRAGE** » (« **MOA** ») est l'acheteur (ou Pouvoir Adjudicateur) pour le compte duquel les travaux sont exécutés dans le cadre d'un marché de travaux ;
- le « **MAITRE D'OEUVRE** » (« **MOE** ») est la personne physique ou morale, publique ou privée, qui, en raison de sa compétence technique, est chargée par le MOA ou son mandataire d'une mission globale visant à apporter une réponse architecturale, technique et économique au programme défini par le MOA pour la réalisation des travaux objet du marché.
A ce titre, le MOE est notamment chargé de diriger l'exécution des marchés de travaux, de lui proposer leur règlement ou de l'assister lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.
- la « **NOTIFICATION** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;
- l'« **ORDRE DE SERVICE** » (« **OS** ») est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché ; l'OS permet notamment de notifier officiellement des décisions administratives à l'entrepreneur (démarrage des travaux/planning, délais, etc.) ; préciser les modalités d'exécution des travaux ; contraindre les entreprises à exécuter correctement leurs obligations sous peine de sanctions.
- le « **POUVOIR ADJUDICATEUR** » est la personne morale qui conclut le marché avec le Titulaire.
- la « **RECEPTION** » est l'acte par lequel le MOA déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. Cet acte est le point de départ des délais de garantie dans les conditions fixées au chapitre V du présent CCAG ;
- le « **TITULAIRE** » désigne l'opérateur économique qui conclut le marché avec le MOA, pour la réalisation de prestations définies au CCTP. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire ;

Article 1 – Présentation du Pouvoir Adjudicateur

L'Université Paris XIII dénommée Université Sorbonne Paris Nord (USPN) est un établissement d'enseignement supérieur pluridisciplinaire implanté sur cinq campus en Seine-Saint-Denis : Villetaneuse, Bobigny, Saint-Denis, La Plaine Saint-Denis et Argenteuil. L'USPN est fréquentée par 24 000 étudiants dont un millier en formation continue et se compose de cinq UFR, un institut et trois IUT. Cet établissement concilie un haut niveau scientifique — 34 laboratoires de recherche dont certains sont associés au CNRS et à l'Inserm - et le souci d'ouvrir l'enseignement supérieur à tous. L'insertion professionnelle est prise en compte et se traduit par un nombre important de formations professionnalisées.

- Coordonnées du Pouvoir Adjudicateur :

M. Christophe FOUQUERE
Président
99 avenue Jean-Baptiste Clément 93430
Villetaneuse

- Coordonnées du référent technique :

M. Ahlem MOEQRIE
Responsable des Opérations immobilières –
Direction du patrimoine

Courriel : ahlem.moeqrie@univ-paris13.fr

Téléphone : 06 13 96 27 57

- Mail du référent pour l'émission et la gestion des bons de commande : s-achats3@univ-paris13.fr
- Mail du référent pour la gestion de la facturation : service-financier@univ-paris13.fr
- Coordonnées de l'Agent Comptable :

M. Pascal Pain _ Agent Comptable

Téléphone : 01 49 40 30 34

Courriel : pascal.pain@univ-paris13.fr

99 Av. Jean-Baptiste Clément 93430
Villetaneuse

Le Pouvoir adjudicateur est le maître d'ouvrage dans le cadre du présent marché.

Article 2 - Objet du marché

Les stipulations du présent CCAP portent sur les prestations suivantes :

Travaux de réfection (étanchéités, toiture et voutes éclairantes) de l'Université Paris XIII (USPN)

Les spécifications techniques auxquelles devra se conformer le Titulaire du marché sont détaillées au présent CCAP.

Article 3 - Maitrise d'œuvre

La maitrise d'œuvre des travaux concernées par le présent marché est assurée par le bureau d'études : **SIRADEX**

ZAC des Gaulnes
115, rue Gustave Eiffel
69 330 MEYZIEU

Le référent dans le cadre du marché est **Monsieur Arnaud Lanvin** dont les coordonnées sont les suivantes : Tel : 06 20 52 91 86 ou 04 37 45 00 39 - Email : eric@siradex.fr

Article 5 – Pièces contractuelles

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG/Travaux, les pièces constitutives du marché, dont seul l'exemplaire original conservé par le Pouvoir Adjudicateur fait foi sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (le DPGF) pour chacun des lots ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG Travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- L'offre technique du ou des Titulaire (s) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du Titulaire ;

Les pièces générales

Les principaux documents applicables sont :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/TRAVAUX) - version en vigueur ;
- Les fascicules du cahier des clauses techniques générales (CCTG) travaux applicables aux prestations, objet du marché ;
- L'ensemble de la réglementation française et européenne (notamment les dispositions du code du travail) ;
- L'ensemble des normes françaises et européennes ainsi que les spécifications techniques applicables aux prestations objet du marché notamment les documents techniques unifiés (DTU) applicables au marché, et les autres normes reconnues équivalentes ;

Si des évolutions législatives, réglementaires ou normatives surviennent en cours d'exécution des prestations, ces évolutions doivent être prises en compte par le Titulaire.

Le Titulaire accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de dépôt de l'offre.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles applicables au présent marché y compris les pièces générales, qui sont d'accès public et, qui ne lui sont pas transmises par le Pouvoir Adjudicateur.

A titre d'information, le CCAG/TRAVAUX est consultable à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>

Conditions générales de vente du Titulaire

Les conditions générales de vente du Titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

Article 6 – Forme du marché

La consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert européen passée en application des articles R.2124-1, R.2131-16, R.2131-17, R.2151-1 à R.2151-5, R.2161-1 à R.2161-5, R.2162-1 à 6, R.162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations donnent lieu à un marché rémunéré :

- A prix global et forfaitaire sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire DPGF ;
- Sur la base d'un **accord-cadre multi-attributaire** (pour chaque lot), **avec un minimum de 350.000€ HT annuel** ;
- Le marché est exécuté au fur et mesure de l'émission de bons de commande établis conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

6-2 Allotissement

Le marché comporte 4 lots, définit comme suit :

Lot n°1 : étanchéité sur support bac acier (Bobigny, Saint Denis Plaine)

Lot n°2 : étanchéité sur support béton (Bobigny, Saint Denis Plaine)

Lot n°3 : Remplacements des Voutes éclairantes (site de Villetaneuse)

Lot n°4 : Toiture en Zinc en debout (site de Villetaneuse)

6-3 Tranche et options

Le marché ne comporte pas de tranche ni d'option.

Article 7 – Durée du marché et délais d'exécution

7-1 Durée du marché

La durée du marché débute à sa notification et s'achève au terme de la réalisation par les parties de l'ensemble des obligations auxquelles elles sont soumises par les pièces contractuelles du marché.

A l'issue de la notification du marché, un **ordre de service** sera transmis par le MOE au Titulaire afin de l'informer de la date officielle de démarrage de l'exécution des travaux.

Un planning d'exécution des travaux est transmis par le Titulaire dans son offre.

7-2 Durée globale prévisionnelle des prestations

La durée d'exécution du marché public ou de l'accord cadre est de 24 mois, reconductible 2 fois, de manière tacite, par période de 12 mois, soit une durée maximale de 48 mois **compter de la date de notification du marché**. Cette durée prévisionnelle comprend la période de préparation ainsi que les opérations de réception.

Le Titulaire indique dans son planning le délai global d'exécution des travaux qu'il peut respecter en apportant une justification dans le cas où ce délai dépasse la durée prévisionnelle fixée par le Pouvoir adjudicateur.

7-3 Exécution complémentaire

7-3-1 Emission des ordres de service

L'ordre de service est la décision du Pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. L'ordre de service est écrit. Il est numéroté, daté et signé par le maître d'œuvre. Le Titulaire en accuse réception datée.

En dérogation à l'article 13 du CCAG-TRAVAUX, les ordres de service émis dans le cadre du marché ne pourront pas permettre d'ajouter des prestations supplémentaires ou modificatives dont les prix n'auront pas été convenus dans les pièces initiales du marché. Seul un acte modificatif (ou avenant) pourra réaliser de tels ajouts.

7-3-1 Modification du contrat

Le contrat peut être modifié, conformément à l'article L2194-1 du code de la commande publique.

Un acte modificatif sera conclu entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire pour chaque modification du marché.

7-3-2 Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article L2122-1 du code de la commande publique, Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables dès lors que l'un des cas énumérés aux articles R2122-1 à R2122-9 est rempli.

7-3 Prolongation des délais

Toute difficulté concernant les délais d'exécution des prestations du marché doit être aussitôt signalée au MOE, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire dans les conditions de l'article 18.2.1 et 18.2.2 du CCAG/TRAVAUX.

Cependant, le Pouvoir adjudicateur n'a aucune obligation d'accepter une prolongation des délais contractuels. Conformément à l'article 52 du CCAG Travaux, il pourra, si la situation le justifie, faire intervenir une entreprise tierce pour procéder à la réalisation des prestations non réalisées dans les délais et ce, aux frais et risques du Titulaire.

Article 8 – Conditions d'exécution des prestations

8-1 Lieux d'exécution

Les prestations se dérouleront :

- **Site de Villetaneuse : 99, avenue Jean-Baptiste Clément, 93430 Villetaneuse**
- **Site de Bobigny : 74, rue Marcel Cachin 93017 Bobigny**
- **Site de Saint-Denis « IUT » : Place du 8 mai 1945 - 93206 Saint-Denis**

- **Site de Saint-Denis « Plaine » : 5, rue de la Croix Faron - 93206 Saint-Denis Cedex**

Le plan du bâtiment a été communiqué au Titulaire au sein du dossier de consultation des entreprises.

8-2 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être exécutées dans les conditions suivantes :

8-2-1 Suivi de la prestation

Le Titulaire doit désigner, en son sein, un **responsable dédié à la bonne exécution du marché**. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

Le Pouvoir Adjudicateur et le maître d'œuvre, pour leur part, informeront le Titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation.

L'exécution des prestations pourra être contrôlée à tout moment par Le Pouvoir adjudicateur ou les personnes qu'il mandate à cet effet.

8-2-2 Clauses techniques

Les clauses techniques à respecter sont celles indiquées au CCTP.

Les pièces contractuelles du marché comportent un CCTP commun à l'ensemble des lots du marché et un CCTP propre à chaque lot.

Article 9 – Réception et garanties

9-1 Réception des travaux

La **réception des travaux** ainsi que les **opérations préalables à la réception des travaux** sont réalisées conformément aux dispositions des articles 41 et 42 du CCAG/TRAVAUX.

9-2 Garantie

Le délai de garantie des travaux objet du présent marché ainsi que le contenu de cette garantie sont définies à l'article 44 du CCAG/TRAVAUX.

Une **retenue de garantie de 5%** sera imputée sur le prix de règlement €TTC du marché à moins que le Titulaire ne substitue à cette garantie une caution personnelle et solidaire ou une garantie à première demande.

Article 10 – Obligations du Titulaire

10-1 Protection de la main d'œuvre et clause sociale

10-1-1 Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois. Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au Titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera égal à 10 % du montant TTC du marché. Le montant de la pénalité ne pourra toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du Titulaire.

10-1-2 Clause développement durable

Le Titulaire applique l'ensemble de la réglementation qui lui est applicable en matière de développement durable. Le Titulaire reste seul et pleinement responsable quant au respect des lois et règlements en vigueur en matière de sécurité et environnement.

Durant l'exécution du marché, il s'efforce à mettre en place des actions de types suivants :

- À caractère social, telles que (liste non exhaustive) le recrutement de personnes dites éloignées de l'emploi, recours à des sous-traitants/fournisseurs de type entreprise sociale, EA, ESAT, etc, approvisionnement auprès de fournisseurs adoptant des méthodes de travail « éthique », financement d'actions sociales, etc ;
- De préservation de l'environnement telles que (liste non exhaustive) la mise en place de politiques de travail écoresponsables notamment en termes de déplacement du personnel, de

Page 11/19

communication avec le client, etc. ;

Le cas échéant, il indique dans son offre les actions qu'il s'engage à mettre en œuvre durant l'exécution du marché en indiquant les résultats escomptés.

Nettoyage du chantier

Le Titulaire a l'obligation de nettoyer le chantier à l'issue de la réalisation des travaux. Le nettoyage du chantier est l'une des conditions permettant la réception des travaux. Le nettoyage du chantier est réalisé lorsque l'ensemble des salissures, déchets et matériaux ou produits non utilisés, issues de la réalisation des travaux, sont nettoyées et ramassés puis éliminés ou valorisés par le Titulaire.

Collecte et élimination des déchets

Le Titulaire procède à la collecte et à l'élimination des déchets produits lors de l'exécution des travaux notamment les déchets dangereux. Il indique dans son offre, les procédures mises en place en interne pour respecter cette obligation.

Réemploi des déchets

Le Titulaire indique dans son offre :

- les actions de valorisation des déchets issus du marché qu'il compte mettre en œuvre notamment concernant les travaux de dépose de faux plafonds ;
- la partie des matériaux et des produits utilisés dans le cadre du marché qui est issue du réemploi de déchets du BTP.

10-2 Assurances

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir Adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 8 du CCAG/TRAVAUX.

Il doit notamment être couvert par une assurance décennale en vigueur lors du dépôt de l'offre.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

10-3 Réparation des dommages

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le Pouvoir Adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

10-4 Obligations relatives à la sous-traitance

Le Titulaire du marché pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le Titulaire devra réaliser lui-même au moins 50% des prestations du marché sans recourir à la sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le Titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Déclaré au moment de l'offre ou après la conclusion du marché par la transmission d'un formulaire type « DC4 »¹, le Titulaire du marché devra s'engager à attester auprès du Pouvoir Adjudicateur que le sous-traitant disposera des capacités professionnelles ou qualifications nécessaires à la réalisation des prestations.

10-5 Obligation de confidentialité et de protection des données

Le Titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur au Pouvoir Adjudicateur, pour toutes les opérations qui lui sont confiées. Sauf autorisation expresse du Pouvoir Adjudicateur, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser le Pouvoir Adjudicateur à résilier le marché aux torts du Titulaire.

10-5-1 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie s'engage à se conformer à la réglementation relative à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché, incluant le Règlement Général européen sur la Protection des Données n°2016-679 dit « RGPD » et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et libertés » telle qu'applicable à la date de rédaction des présentes.

Le Titulaire, qui traite des données personnelles, que ces dernières constituent l'objet de sa prestation ou qu'il y accède pour les besoins de l'exécution du marché, demeure responsable conjoint de traitement au sens de la réglementation.

¹ Le formulaire type « DC4 » est téléchargeable à partir du site internet du Ministère de l'économie, des finances et de la relance à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le Titulaire s'engage à :

- Traiter les données personnelles par les seuls collaborateurs ayant à en connaître et uniquement pour la durée et les besoins du marché ;
- Fournir aux personnes, au moment de la collecte de leurs données, les informations prévues aux articles 13 et 14 du RGPD ;
- Recueillir, en cas de collecte de données personnelles de santé, le consentement préalable et express des personnes concernées ;
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, incluant notamment une procédure de gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées et une procédure d'alerte du Pouvoir Adjudicateur en cas de violation de données personnelles ;
- Limiter les traitements et l'hébergement des données personnelles au seul territoire de l'Union Européenne ;
- Répondre aux demandes d'audit du Pouvoir Adjudicateur, effectuées par lui-même ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné et s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant à l'auditeur de réaliser sa mission dans les meilleures conditions.

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à retourner au Pouvoir Adjudicateur les données personnelles en sa possession ou sous son contrôle et à en détruire toute trace, sous réserve des obligations légales s'imposant à lui, qu'il expose au Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le Pouvoir Adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Article 11 – Prix et règlement

11-1 Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix global et forfaitaire, sur la base des (DPGF) annexée à dans les actes d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que l'ensemble des dépenses listées à l'article 9.1 du CCAG/TRAVAUX ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

11-2 Variation des prix

Les prix du marché sont fermes et non révisables.

Cependant :

1° le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;

2° l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

L'indice pris en compte pour l'actualisation du prix du marché est l'indice des prix de l'entretien-amélioration des bâtiments - Tous bâtiments - IPEA (CPF 43 hors 43.1) - Base 2015.

11-3 Modalités de règlement

11-3-1 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11-3-2 Présentation des demandes de paiement

La ou les demandes de paiement mensuels et final sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans l'annexe financière (DPGF) à l'acte d'engagement et conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG/TRAVAUX. Ils peuvent également prendre en compte, le cas échéant, les dispositions des actes modificatifs qui interviendraient en cours d'exécution du marché ayant pour effet de modifier les conditions contractuelles initiales.

Les documents afférents au paiement seront établis en un exemplaire.

En dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG/TRAVAUX, le Titulaire adressera au **Pouvoir Adjudicateur et au MOE**, les demandes de paiement, y compris les projets de décompte mensuel, qui comprendront obligatoirement à minima les mentions suivantes :

- l'objet du présent marché,
- le descriptif de la prestation,
- le montant HT de la prestation,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC de la prestation
- le numéro du bon de commande.

Les demandes de paiement adressés au Pouvoir adjudicateur devront être déposées sur le **portail Chorus Pro** avec les références suivantes :

- n° de Siret : 199 312 380 00017 ;
- code service exécutant (SE) : 911PAT ;
- n° d'engagement : à demander à l'adresse : s-achats3@univ-paris13.fr

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Le cas échéant, le Titulaire transmet au Pouvoir Adjudicateur le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Si la présentation des demandes de paiement n'est pas conforme à ces dispositions, les délais courant à partir de la réception des demandes de paiement (notification de l'état d'acompte mensuel, notification du décompte général) ne commenceront à courir qu'à compter du jour de

réception des demandes de paiement en bonne et due forme.

Tout envoi de demande de paiement mensuel ou final au Pouvoir adjudicateur par d'autres modes de transmissions que le portail Chorus Pro sera considérée comme non réceptionné et ne fera pas courir les délais courant à partir de la réception des demandes de paiement.

Les demandes de paiement seront adressées au MOE par mail à l'adresse suivante :
eric@siradex.fr

11-3-4 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique, le cas échéant, ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

Le ou les formulaires « DC4 » indique les montants qui doivent être réglés, le cas échéant, aux entreprises sous-traitantes intervenants dans l'exécution du marché.

11-3-5 Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le cas échéant, si la durée du marché le justifie, les acomptes mensuels seront réglés dans un délai global de paiement de 30 jours maximum **à compter de la date de notification au Titulaire par le MOE de l'état d'acompte mensuel.** L'admission des prestations fera l'objet d'un acte de service fait partiel via le logiciel financier utilisé par le Pouvoir Adjudicateur. La date du service fait partiel sera le point de départ du délai de paiement des acomptes mensuels.

Le délai de paiement du solde de la prestation, hors révisions de prix et intérêts moratoires afférents à ce solde, est de 30 jours maximum à compter de la date de notification au Pouvoir Adjudicateur du décompte général signé par le Titulaire ou de la date de réception des motifs indiquant la raison pour laquelle le Titulaire refuse de signer le décompte général.

11-3-6 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Déduction des pénalités

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de déduire du montant des factures les pénalités telles que prévues au présent CCAP. En telle hypothèse, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'intérêts moratoires au motif de non-paiement de la totalité de la facture. Le Pouvoir Adjudicateur veillera à informer le Titulaire du montant des pénalités déduites ainsi que des motifs si le Titulaire en fait la demande, celle-ci pourra être faite par tout moyen écrit.

11-4 Avance

Sauf renonciation du Titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée si le montant du marché dépasse la somme de 50 000 €HT et que son délai d'exécution est supérieur à 2 mois conformément aux modalités prévues aux dispositions des articles L. 2191-2 à 3 et R. 2191-3 à 19 du Code de la commande publique.

Son taux est fixé à 10 % du montant total du marché dans le cas où le Titulaire est une petite ou moyenne entreprise (PME) et à 5 % du montant total du marché dans les autres cas.

Le montant de l'avance versée au Titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le Titulaire peut renoncer au bénéfice de cette avance en le stipulant au Pouvoir Adjudicateur à l'issue de la notification du marché.

11-5 Pénalités diverses

En dérogation aux articles 19.2 et 19.3 du CCAG/TRAVAUX, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de défalquer des demandes de paiement transmis par le Titulaire, le montant des pénalités listées au présent article, quel que soit le montant de la pénalité, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Les pénalités listées au présent article sont cumulables entre elles.

11-5-1 Pénalités de retard

En dérogation aux dispositions de l'article 19.2 et 19.33 du CCAG/TRAVAUX, en cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution du marché, une pénalité de retard journalière de **200€ TTC** sera appliquée par jour calendaire de retard. La pénalité sera applicable à partir du lendemain du terme du délai contractuel.

11-5-2 Pénalités de retard dans la transmission de livrables et documents ou transmission de documents incomplets

En dérogation aux dispositions de l'article 19.2 et 19.33 du CCAG/TRAVAUX, dans le cas d'un retard dans la transmission des livrables ou des documents ou transmission de livrables ou de documents incomplets, une pénalité forfaitaire de **100€ TTC** sera appliquée. Cette pénalité sera cumulée à une pénalité journalière de **20€ TTC** par jour calendaire de retard à partir du lendemain du jour où la transmission aurait dû être réalisée. Elle prendra fin le jour de la transmission des livrables ou des documents ou le jour de la transmission des livrables ou documents complets.

11-5-3 Pénalité pour absence aux réunions

En cas d'absence aux réunions prévues au présent CCAP, le Titulaire du présent marché encourt une pénalité forfaitaire de **200€ TTC** par absence.

Pour tout retard de plus de 15 minutes à ces réunions, le Titulaire du présent marché encourt une pénalité de **50€ TTC** pour chaque tranche de retard de 5 minutes.

Tout retard de plus de 30 minutes sera considéré comme une absence même dans le cas où la réunion aurait lieu.

11-5-4 Pénalité d'exécution

Le non-respect de l'une des obligations du Titulaire telles que précisées dans le présent CCAP et les CCTP peut donner lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de **100 euros TTC par faute** sans qu'il ne soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure. Cette pénalité est cumulable à l'ensemble des pénalités précitées.

11-5-5 Pénalité pour travail dissimulé :

Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Pouvoir Adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du lot concerné.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 12 – Clause de réexamen

Le marché pourra être modifié conformément aux articles R.2194-1 à 10 du code de la commande publique.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par acte modificatif, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le Titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Article 13 – Résiliation

Le marché peut être résilié conformément aux articles 49 à 52 du CCAG/TRAVAUX.

13-1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le présent marché peut être résilié par le Pouvoir Adjudicateur en l'absence de faute pour des motifs d'intérêt général après préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée avec accusé de réception en application de l'article 50.4 du CCAG TRAVAUX.

La résiliation devra intervenir sans porter atteinte aux droits à paiement acquis par le prestataire avant la date de résiliation.

- **Résiliation pour faute**

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché, aux torts du Titulaire, sans indemnités et sans préavis, dans les cas énumérés à l'article 50.3 du CCAG/TRAVAUX, après mise en demeure restée sans effet à l'issue du délai d'exécution imposé dans la mise en demeure.

Le pouvoir Adjudicateur peut également ordonner la poursuite des travaux par un tiers aux frais et risques du Titulaire.

13-2 - Clause commune aux différents cas de résiliation

Dans tous les cas de résiliation, le Titulaire est tenu d'exécuter les prestations en instance ainsi que tout bon de commande émis avant la date de résiliation. En cas de résiliation pour faute, il peut être pourvu à l'exécution du marché aux frais et risques du Titulaire.

Article 14 - Litiges et différends

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

Article 15 - Dérogations aux CCAG/TRAVAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

L'article 5 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/TRAVAUX sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 7-2-1 du CCAP déroge à l'article 13 du CCAG/TRAVAUX concernant l'émission des ordres de service.

L'article 11-3-3 du CCAP déroge aux articles 19.2 et 19.3 du CCAG/TRAVAUX concernant les pénalités de retard.

L'article 11-5-1 du CCAP déroge aux articles 19.2 et 19.3 du CCAG/TRAVAUX concernant les pénalités de retard.